

El Faro de Melilla : Que veut Le Maroc ?

12.08.2022 El Faro de Melilla : Que veut Le Maroc ?

Si nous ne sommes pas capables de régler par nous-mêmes nos différends avec les autorités marocaines, nous devons demander de l'aide à Bruxelles. Le Maroc doit comprendre que nous ne sommes pas seuls.

La délégation du gouvernement de Melilla, faisant appel aux informations qu'elle assure avoir été fournies par la Garde civile, a nié à deux reprises être au courant du harcèlement des patrouilleurs marocains aux bateaux de plaisance qui ont des points d'amarrage dans la ville. De plus, il s'assure qu'il n'y a aucune plainte d'aucune personne affectée.

Normal. Si vous avez un bateau à Melilla et que vous êtes harcelé par un patrouilleur marocain à Aguadú, vous n'allez pas à la garde civile car le dépôt d'une plainte peut fermer les portes à la navigation le long des côtes marocaines et c'est le grand attrait de dépenser de l'argent sur un bateau et un point d'amarrage dans cette ville. Personne n'achète un bateau pour faire le tour de Puerto Noray.

Ils n'ont pas non plus de preuves au ministère de l'Intérieur ou au Maroc du harcèlement des navires espagnols. Personne ne sait rien du bateau de la Marine royale marocaine photographié par un homme de Melilla harcelé à Aguadú.

Si tout est faux, pourquoi y a-t-il un groupe de propriétaires

de bateaux de plaisance qui organise une réunion à Aguadú pour protester contre le harcèlement marocain ?

Les patrouilleurs marocains avaient mis longtemps à transférer à Melilla la pression qu'ils exerçaient déjà dans les eaux du détroit, où ils avaient persécuté et harcelé les navires espagnols naviguant près de Tarifa. Ils les ont même invités à quitter ces eaux parce qu'ils prétendaient être du Maroc. Je ne le dis pas : il a été repris par la presse locale et nationale.

Ici, nous avons déjà eu l'incident avec le navire marocain qui, en novembre 2021, a entravé la manœuvre d'entrée dans le port d'un navire à passagers et dans ce cas, la délégation gouvernementale a également nié le major. Cependant, il est entré en collision avec la photo qu'un pêcheur de Melilla a prise de l'incident. L'image dépeint l'action belligérante au milieu du port de la ville. Une simple photo a suffi à laisser la crédibilité de l'institution au plus bas.

Rappelez-vous également lorsque le gouvernement espagnol a répondu par écrit au député PP de Melilla, Fernando Gutiérrez Díaz de Otazu, que la ferme piscicole installée par le Maroc dans les eaux espagnoles près de Chafarinas n'était pas de sa compétence car l'aquaculture dépend d'une gestion régionale.

Pour moins cher, José María Aznar a amené l'armée à Perejil, mais face au grief de Chafarinas, le gouvernement de Pedro Sánchez a choisi de minimiser la provocation marocaine jusqu'à ce que la question devienne incontrôlable et qu'il n'ait eu d'autre choix que d'admettre que le Maroc avait obtenu dans la

cuisine. C'est alors qu'il porte plainte auprès de Rabat pour utilisation sans autorisation des eaux territoriales espagnoles. En outre, il a averti qu'il était en train de traiter les sanctions correspondantes.

Il l'a fait en remettant une note verbale à l'ambassade du Maroc, qui à l'époque n'avait pas d'ambassadeur à Madrid car Karima Benyaich avait été convoquée pour consultation après la Marche verte sur Ceuta en mai 2021.

Comme nous avons tous pu le vérifier, le Maroc a utilisé la note verbale pour nettoyer les vitres de son siège diplomatique dans la capitale espagnole.

Et depuis, Rabat n'a fait que manger des terres à l'Espagne et profiter de la faiblesse d'un gouvernement de coalition qui a besoin de faire de la dentelle et de céder même sur des principes pour faire passer des lois par décret.

Rabat nous vend l'idée que les choses ne s'arrangeront pas tant que les communistes de Podemos ne quitteront pas le gouvernement. Les choses vont-elles changer avec un gouvernement d'un autre signe politique ? Peut-on récupérer l'espace perdu ? Les relations peuvent-elles être canalisées après que le roi Mohamed VI lui-même a donné sa parole qu'il renonçait aux actes unilatéraux ?

Cela me donne qu'au Maroc on ne pardonne pas à notre président ni son voyage à Melilla et Ceuta avant de rencontrer Mohamed VI, ni qu'il ait dit que nous ne sommes pas une ville occupée mais une ville espagnole.

Et tellement espagnol que nous devons tamponner notre passeport pour sortir de la ville. Et pour autant que je

sache, le passeport n'est tamponné qu'à l'étranger. Par conséquent, le Maroc admet que nous sommes l'Espagne malgré le fait qu'ils essaient de nous vendre dans des documents officiels comme une « ville arrachée ».

Nous comprenons que le pays traverse la pire sécheresse des 30 dernières années. L'économie marocaine ne se redresse pas et les jeunes n'envisagent qu'un avenir qui passe par l'émigration. Et tandis que le Maroc vend sa fumée qu'il va construire une Costa del Sol sur la côte qui surplombe la mer d'Alboran, la vérité est que le Rif est encore à des années-lumière du développement et de la différence de revenus de Melilla.

De quoi vivent les gendarmes et les douaniers sans métier atypique et avec des salaires de misère ? Probablement pour avoir outrepassé leurs devoirs et harcelé et extorqué ceux qui ont de l'argent : les Espagnols.

Mais ce n'est qu'une hypothèse. Nous savions que la mention que Pedro Sánchez nous a fait un clin d'œil du Congrès des députés dans son discours lors du débat sur l'état de la nation allait faire des cloques. De ces poudres, ces boues.

Le harcèlement des navires Melillenses ne peut être toléré, caché ou justifié par la prétendue lutte contre l'immigration irrégulière. Il faut demander au Maroc des explications à la sérénité de ceux qui savent que par bravas nous perdons tous.

Il serait irresponsable de laisser la mèche s'allumer et éclater un conflit qui pourrait être résolu dans les bureaux tant que le problème n'est pas balayé sous le tapis. Nier l'évidence peut faire exploser toute cette impuissance et si

cela se produit, ce sera une catastrophe pour tout le monde.

Si nous ne sommes pas capables de régler par nous-mêmes nos différends avec les autorités marocaines, nous devons demander de l'aide à Bruxelles. Le Maroc doit comprendre que nous ne sommes pas seuls.

El Faro de Melilla, 09/08/2022

Source

: <https://morocomail.fr/2022/08/12/el-faro-de-melilla-que-veut-le-maroc/>